



APPEL A PROJETS FSE 2020

Subvention globale au titre du programme opérationnel national
pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole N°201700014

Axe 3 : « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion »

Objectif spécifique 2 « Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion » (codification 3.9.1.2)

Dispositif 17 : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion

Le Conseil départemental du Cantal est organisme intermédiaire (OI) du FSE pour la période de programmation européenne 2014-2020. Au titre de la convention de subvention globale 2018-2020, l'OI a adopté le 24 avril 2020 un appel à projets pour la mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion.

Le présent document expose les grands principes de la mise en œuvre de cet appel à projets qui doit s'inscrire dans le territoire cantalien. Il s'inscrit dans le cadre de la politique européenne pour l'emploi et la promotion de la cohésion économique et sociale, formalisée par l'axe 3 du Programme Opérationnel National FSE et dans la volonté manifestée par le Conseil départemental du Cantal de mobiliser davantage de moyens pour l'accès ou le retour dans l'emploi durable des personnes en situation de précarité avec le concours du Fonds Social Européen qui apporte un renforcement quantitatif, qualitatif et financier.

La demande de concours est obligatoirement à remplir et à déposer sur le site [ma-demarche-fse](https://ma-demarche-fse.fr), dans l'entrée consacrée à la programmation 2014-2020 avant le 3 juin 2020.

Toute demande de subvention s'effectue via le lien : https://ma-demarche-fse.fr/si_fse/servlet/login.html

Libellé sur le site [ma-demarche-fse](https://ma-demarche-fse.fr) : Appel à projets FSE 2020 – Mobilisation - CD Cantal

Code appel à projets sur le site [ma-demarche-fse](https://ma-demarche-fse.fr) : FSE20-D17-CD15

Attention : aucune demande adressée par voie postale ne pourra être considérée comme recevable et les demandes déposées sur [ma-demarche-fse](https://ma-demarche-fse.fr) dans une mauvaise rubrique ne seront pas transmises au service gestionnaire.

CONTEXTE

Le présent document a pour objet de préciser le cadre stratégique d'intervention du FSE en cohérence avec le cadre de performance défini par les règlements européens et par le PON FSE 2014-2020 et de déterminer l'ensemble des conditions d'éligibilité des projets déposés (règles communes et règles spécifiques, calendrier de dépôt des dossiers, indicateurs de résultats et de réalisation).

Objectif des orientations FSE 2018-2020

Ces orientations s'inscrivent dans le cadre du contexte socio-économique du Cantal et ont pour objectif une mobilisation FSE reliée de manière optimale aux priorités de la stratégie départementale dans le domaine de l'emploi et de l'insertion socioprofessionnelle et de prendre en compte au mieux les mutations auxquelles feront face tant les opérateurs économiques des différents secteurs stratégiques du territoire que les acteurs clés de l'emploi et de l'insertion, et ce, au bénéfice des publics les plus éloignés du marché du travail, en situation ou en risque d'exclusion économique et sociale.

Ces modalités sont en outre de nature à optimiser l'atteinte des objectifs cibles du cadre de performance. Ces orientations définissent, pour la période considérée, le cadre dans lequel doivent être construits les projets et doivent être déposées les demandes de subvention relevant de l'axe 3 du programme opérationnel national (PON) FSE 2014-2020 dévolu à l'organisme intermédiaire (OI) Conseil départemental du Cantal.

Cadre de performance

Le FSE contribue de manière importante à la stratégie UE 2020 et représente une part importante des Fonds européens structurels et d'investissement (FESI). La période de programmation 2014-2020 est marquée par un changement important. La Commission européenne insiste en effet sur la nécessité de mesurer la performance et les progrès accomplis à l'aide de l'intervention du FSE. Le programme opérationnel est construit à partir d'un cadre logique d'intervention, qui identifie les défis et besoins, mais également les changements attendus auxquels doit répondre l'OI avec le FSE.

L'axe prioritaire 3 « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » participe à l'objectif thématique « Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination » et à la priorité d'investissement 9.1 « l'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi ». Trois objectifs spécifiques sont identifiés :

- Objectif spécifique 1 : augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale
- Objectif spécifique 2 : mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion
- Objectif spécifique 3 : développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire

Pour la convention de subvention globale de l'OI Conseil départemental du Cantal, le changement attendu est vérifié par un indicateur financier, deux indicateurs de réalisation (nombre de participants chômeurs et nombre de participants inactifs) et plusieurs indicateurs de résultat associés aux objectifs spécifiques. Le cadre de performance du programme opérationnel national contient une valeur intermédiaire pour 2018 et une valeur cible finale pour 2023 à atteindre.

Cadre départemental

Les actions cofinancées ne peuvent être sélectionnées que si elles répondent aux orientations stratégiques départementales inscrites dans le pacte territorial pour l'insertion (PTI) signé le 5 février 2015 par les dix-huit principaux représentants des acteurs de l'insertion dans le Cantal. Dans un contexte de crise financière et économique, pour contrer au mieux ses effets et préparer l'avenir, les signataires se sont engagés à agir conjointement en faveur de l'inclusion socioprofessionnelle des Cantaliens en situation de pauvreté subissant les conséquences sociales de la dégradation de la situation économique, quel que soit leur statut. Ce document stratégique cible, tout à la fois des principes de gouvernance renouvelée, des domaines prioritaires d'intervention et plus globalement des actions visant les enjeux de lutte contre la pauvreté et d'accès ou de retour à l'emploi des résidents des trois bassins d'emploi du Cantal.

Dans le cadre du pacte territorial pour l'insertion (PTI), s'inscrivent plusieurs programmes, protocoles et conventions, notamment le programme départemental d'insertion (PDI) renouvelé en 2017 pour la période 2018-2020. Le PDI du Cantal est la déclinaison opérationnelle du Pacte Territorial d'Insertion pour le Conseil départemental et les opérateurs de l'insertion sociale et professionnelle des populations les plus fragiles. Parallèlement, d'autres plans partenariaux et concertés voient leur mise en œuvre poursuivie : le plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté (PPIS), la convention d'accompagnement global Pôle-Emploi – CD15, le protocole d'accord PLIE de la Communauté d'agglomération du bassin aurillacois,...

FINALITE DE L'APPEL A PROJETS

Dispositif 17 : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion

Référence du PON FSE Emploi Inclusion

Axe 3 « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » - Objectif spécifique 2 « Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion »

- La mobilisation renforcée des employeurs permettant de faciliter l'accès des publics à une plus large palette de choix professionnels et d'opportunités d'emploi :
 - L'intégration d'une dimension « inclusion » dans la la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriale (GPECT) et dans le dialogue social territorial : mobilisation des entreprises, filières, branches professionnelles, acteurs territoriaux de l'inclusion et partenaires sociaux
 - L'intégration d'une dimension « inclusion » dans la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriale (GPECT) et dans le dialogue social territorial : mobilisation des entreprises, filières, branches professionnelles, acteurs territoriaux de l'inclusion et partenaires sociaux ;
 - Le développement de l'expérimentation de nouvelles pratiques partenariales de collaboration avec les employeurs, les partenaires sociaux, les représentants des branches et les acteurs de la GPECT dans la définition des stratégies de lutte contre la pauvreté et l'inclusion ;
 - La capitalisation et la valorisation d'expériences / expérimentations réussies avec les employeurs ; Dans ce cadre, seront particulièrement mises en avant les bonnes pratiques en matière d'articulation des temps de la vie privée et de la vie professionnelle, de soutien au développement de nouvelles formes d'organisation du travail (télétravail...) et de soutien aux solutions de garde d'enfants ;
 - La définition d'approches et de méthodes adaptées pour identifier les employeurs volontaires et les mobiliser dans le cadre des parcours d'insertion, afin de développer les solutions de mise en activité et de retour à l'emploi ;
 - Les démarches de médiation vers l'emploi visant à travailler conjointement les besoins de l'entreprise et les compétences du futur salarié (les démarches d'animation territoriale visant à rapprocher les acteurs de l'emploi des branches et des partenaires sociaux ; les démarches conduites au titre de la relation employés/employeurs de l'économie sociale et solidaire ; la formation et la professionnalisation des acteurs de l'insertion).
- Le développement de la responsabilité sociale des entreprises :
 - Il s'agit de soutenir prioritairement les projets permettant l'intégration de publics très éloignés de l'emploi et favorisant la diffusion des démarches de développement durable dans les entreprises ;
 - Les actions permettant de développer les clauses sociales dans les marchés de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics et privés sont particulièrement visées : sensibilisation, conseil et travail partenarial avec les donneurs d'ordre, diagnostic des opérations, rédaction et inscription des clauses sociales dans les appels d'offres, information et accompagnement des entreprises, ciblage des publics en insertion et mise en relation avec les entreprises adjudicataires, accompagnement dans l'emploi ; la promotion et l'évaluation des clauses d'insertion dans les marchés publics et dans les achats privés.
- La coopération entre les entreprises du secteur marchand et les structures d'insertion par l'activité économique
 - Accompagnements collectifs des entreprises du secteur marchand et des SIAE pour faciliter le rapprochement et les collaborations territoriales, notamment en permettant un accompagnement mis en œuvre conjointement par des entreprises et des structures d'utilité sociale ;
 - Le soutien et l'accompagnement des projets favorisant les relations et le rapprochement entre les SIAE et les entreprises du secteur marchand pour faciliter le retour des personnes vers l'emploi marchand

Contexte

Le Conseil départemental du Cantal a défini une politique active en matière d'insertion via le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) et le Programme Départemental d'Insertion (PDI) où la priorité est de mettre en place toutes les étapes de parcours vers l'emploi (accompagnement social, accompagnement socioprofessionnel, accompagnement professionnel). Cette palette de dispositif doit répondre aux besoins et aux attentes des usagers en fonction de leur situation propre. Ainsi, c'est un véritable parcours d'accompagnement individualisé et renforcé des usagers éloignés de l'emploi pour leur retour à l'emploi qui est visé par le Département du Cantal.

Toutefois, pour une meilleure efficacité de la politique d'insertion, le Conseil départemental du Cantal souhaite une meilleure mobilisation des employeurs pour faciliter l'accès des publics les plus éloignés de l'emploi à une plus large palette de choix professionnels et d'opportunités d'emplois. Par ailleurs, cette mobilisation offre la possibilité de mettre en perspective la responsabilité sociale des entreprises. Enfin, cette approche participe au renforcement de la coopération entre les entreprises

et les structures d'insertion par l'activité économique. L'ingénierie de ces parcours peut donc être améliorée dans la relation avec les employeurs, la mise en activité et l'accompagnement dans l'emploi.

Diagnostic de la situation

La réussite du parcours d'insertion dépend de la mobilisation de la personne et de ses compétences mais également de la mobilisation des employeurs et des réseaux d'entreprises, qui doivent pouvoir intégrer des personnes éloignées de l'emploi dans leurs effectifs. Pour ce faire, il convient d'appuyer l'effort de ces entreprises.

L'introduction de clauses d'insertion dans les marchés constitue une des réponses apportées par l'Etat, les collectivités et leurs partenaires pour lutter contre la précarité par l'incitation aux entreprises à recruter des personnes en insertion. Il importe que les acteurs publics agissent pour favoriser le développement d'une offre d'emploi accessible à ces publics, en faisant de leurs interventions un levier de mobilisation des acteurs économiques.

Cette condition est nécessaire mais pas suffisante. La décision de recourir à la clause d'insertion doit en effet s'accompagner d'un travail d'interface qui permette à tous (maître d'ouvrage, service des marchés, services techniques, entreprises et entreprises d'insertion) de comprendre la globalité des enjeux et de contribuer à l'efficacité du dispositif.

Objectifs stratégiques

L'objectif prioritaire est d'accroître le nombre d'employeurs impliqués dans l'accompagnement vers l'emploi des personnes très éloignées de l'emploi ; de renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en prenant davantage en compte la relation avec les employeurs et en favorisant la mise en situation professionnelle ; en activant si nécessaire l'offre de formation.

Objectifs opérationnels

Les projets auront pour objectif de développer les partenariats et les collaborations avec les entreprises du secteur marchand et non marchand afin de contribuer activement à l'offre économique du territoire, de favoriser le retour à l'emploi des personnes les plus éloignées de l'emploi en développant le partenariat et les collaborations avec les employeurs du secteur marchand et non marchand et le secteur de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE), d'apporter un appui aux entreprises dans le recrutement de collaborateurs par l'analyse des postes/compétences et proposer ces postes aux opérateurs intermédiaires de l'emploi participant à ce programme FSE, pour les publics qu'ils préparent, de promouvoir et animer un dispositif sur les clauses d'insertion auprès des collectivités locales afin de développer son recours dans la commande publique en apportant une aide et un appui à la rédaction et à l'inscription des clauses sociales dans les appels d'offres publics et dans les achats privés, de proposer des candidats éligibles à la clause d'insertion aux entreprises attributaires des marchés en créant des liens entre les opérateurs d'insertion et les acteurs économiques locaux et faire évoluer les représentations entre les deux secteurs et de favoriser les passerelles.

Types d'opérations prévues

La mobilisation renforcée des employeurs permettant de faciliter l'accès des publics à une plus large palette de choix professionnels et d'opportunités d'emploi par l'intégration d'une dimension « inclusion » dans la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriale (GPECT) et dans le dialogue social territorial : mobilisation des entreprises, filières, branches professionnelles, acteurs territoriaux de l'inclusion et partenaires sociaux ; par le développement de l'expérimentation de nouvelles pratiques partenariales de collaboration avec les employeurs, les partenaires sociaux, les représentants des branches et les acteurs de la GPECT dans la définition des stratégies de lutte contre la pauvreté et l'inclusion ; par la capitalisation et la valorisation d'expériences / expérimentations réussies avec les employeurs ; par la définition d'approches et de méthodes adaptées pour identifier les employeurs volontaires et les mobiliser dans le cadre des parcours d'insertion, afin de développer les solutions de mise en activité et de retour à l'emploi ; par les démarches de médiation vers l'emploi visant à travailler conjointement les besoins de l'entreprise et les compétences du futur salarié ; par les démarches d'animation territoriale visant à rapprocher les acteurs de l'emploi des branches et des partenaires sociaux ; par les démarches conduites au titre de la relation employés/employeurs de l'économie sociale et solidaire ; par la formation et la professionnalisation des acteurs de l'insertion.

Le développement de la responsabilité sociale des entreprises en soutenant prioritairement les projets permettant l'intégration de publics très éloignés de l'emploi et favorisant la diffusion des démarches de développement durable dans les entreprises et les actions permettant de développer les clauses sociales dans les marchés de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics et privés.

La coopération entre les entreprises du secteur marchand et les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) par des accompagnements collectifs des entreprises du secteur marchand et des SIAE pour faciliter le rapprochement et les collaborations territoriales, notamment en permettant un accompagnement mis en œuvre conjointement par des entreprises

et des structures d'utilité sociale ; le soutien et l'accompagnement des projets favorisant les relations et le rapprochement entre les SIAE et les entreprises du secteur marchand pour faciliter le retour des personnes vers l'emploi marchand.

Types de bénéficiaires visés

Tous les acteurs de l'offre territoriale d'insertion, et en particulier : les employeurs, leurs réseaux, les partenaires sociaux et branches professionnelles, les établissements publics et privés ... ainsi que les Départements, les maisons de l'emploi, les acteurs du service public de l'emploi, les structures d'insertion par l'activité économique, les structures offrant des solutions pour la levée de freins sociaux ou professionnels à l'emploi.

Principaux groupes cibles visés par ces actions

Toutes les personnes en situation, ou menacées, de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable : par exemple, compétences et savoirs de base peu ou mal maîtrisés, très faible niveau de formation/qualification, personnes confrontées à des problèmes de logement, de santé, de mobilité, de garde d'enfants, personnes en situation de handicap...

Les personnes bénéficiaires de minima sociaux présentent généralement ces caractéristiques cumulées mais d'autres catégories de personnes en situation ou menacées de pauvreté sont également visées, dès lors qu'elles cumulent des freins professionnels et sociaux d'accès à l'emploi.

Les entreprises et établissements publics, les employeurs du secteur marchand et non marchand.

Finalités

La mobilisation du FSE dans ces actions doit permettre d'accroître le nombre d'employeurs impliqués dans l'accompagnement vers l'emploi des personnes très éloignées de l'emploi et de renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en prenant davantage en compte la relation avec les employeurs et en favorisant la mise en situation professionnelle et en activant si nécessaire l'offre de formation.

CRITERES DE SELECTION

Il appartient à chaque organisme intermédiaire de définir pour les opérations susceptibles d'être financées au titre du programme opérationnel national FSE ses propres critères de sélection et d'en faire la publicité. La définition de ces critères départementaux a pour objectif de financer certains projets et d'en exclure d'autres dont la valeur ajoutée n'apparaîtrait pas suffisante eu égard aux objectifs du programme opérationnel national. La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts / avantages d'un apport du FSE, en tenant compte de la logique de projet et de l'effet levier du FSE ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Les règlements

Tous les gestionnaires et tous les bénéficiaires doivent se référer aux règlements applicables aux fonds structurels européens. Pour le Fonds social européen, les règlements européens sont les suivants :

- Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil.
- Règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil.
- Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°514/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012.

Les règles de sélection des opérations

Les opérations sélectionnées doivent répondre au cadre fixé par les orientations FSE 2018-2020. Ces orientations répondent aux enjeux actualisés de diagnostic et de contexte. Seules les actions correspondant aux objectifs ciblés dans les dispositifs FSE 2018-2020 peuvent être retenues. Les opérations doivent également contribuer à atteindre les objectifs fixés dans la convention de subvention globale N°201700014 au titre du programme opérationnel national du Fonds social européen 2014-2020 pour l'Emploi et l'Inclusion au niveau de l'axe prioritaire 3, de la priorité d'investissement 9.1 et de chaque objectif spécifique.

- Le descriptif des opérations et des sous actions doit être précis et détaillé dans la demande d'aide FSE, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens prévisionnels en nature et en montant mobilisés à cette fin ;
- Les projets doivent être menés au bénéfice direct ou indirect des publics éligibles visés par le programme opérationnel national Emploi-Inclusion et dans le périmètre géographique du Cantal ;
- Les opérations sélectionnées doivent prendre en compte les principes horizontaux du programme opérationnel national FSE : développement durable, égalité des chances et non-discrimination, égalité entre les femmes et les hommes ;
- Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables, en particulier les obligations liées au bénéfice d'une subvention du FSE ;
- Le volume de la subvention et la dimension de l'opération doivent être proportionnés au regard des contraintes de gestion et de suivi de l'opération cofinancée FSE.

Sont privilégiées les opérations présentant une valeur ajoutée et répondant aux exigences suivantes :

- L'intégration dans les orientations et les priorités du PTI, la logique de projet (stratégie, objectifs, moyens, résultats), la capacité d'animation et le partenariat réuni autour du projet ;
- L'effet levier pour l'emploi et l'inclusion ;
- L'effet levier du projet, sa capacité à attirer d'autres sources de financement ; sa capacité à soutenir des partenariats intersectoriels et territoriaux pour favoriser une approche intégrée et globale en matière d'emploi et d'inclusion active ;
- Les démarches de structuration des projets et des réseaux à l'échelle des bassins d'emploi et/ou du département ;
- Le caractère structurant, innovateur et transférable du projet ;
- Le caractère anticipatif des opérations sur les problématiques de mutations économiques ;
- L'articulation des fonds ;
- La simplicité de mise en œuvre.

Intervention FSE en périmètre global

Pour la période 2014/2020, la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes, autorité de gestion déléguée du PON FSE, a incité ses organismes intermédiaires à choisir le mode d'intervention FSE par subvention sur périmètre global. Le mode « périmètre global » repose sur un cofinancement FSE assis sur la totalité des dépenses et des ressources de l'opération. Ceci signifie que lors du renseignement de votre demande de subvention sur l'application ma-démarche-fse, vous devez indiquer l'ensemble de vos dépenses et de vos ressources y compris celles liées aux participants.

De plus, les recettes générées par l'opération doivent être prises dès la demande de cofinancement FSE. Nous vous invitons donc à renseigner cet élément sur la base des recettes prévisionnelles dans ma-démarche-fse.

Réduction de la charge administrative pesant sur les bénéficiaires et usage des forfaits

La charge administrative supportée par les bénéficiaires de crédits FSE dans le cadre de la programmation 2007-2013 s'est avérée particulièrement lourde, c'est pourquoi pour la période 2014-2020 la Commission Européenne souhaite encourager la simplification de la justification des coûts et des procédures.

La forfaitisation des coûts évite à un bénéficiaire de devoir justifier les dépenses déclarées à partir de pièces comptables (factures, justificatifs d'acquittement, etc.), ce qui permet de diminuer la charge administrative sur le bénéficiaire et sur les différents niveaux de contrôle.

La forfaitisation des coûts indirects vise à diminuer non seulement le volume des pièces comptables contrôlées mais aussi à sécuriser ce type de dépenses. Dans le cadre de la programmation 2014-2020, l'utilisation d'options de coûts simplifiés est développée, la forfaitisation devient ainsi obligatoire pour les opérations présentant un montant total d'aide publique inférieur ou égal à 50 000 euros. La réglementation communautaire introduit trois taux forfaitaires ne nécessitant pas de justification préalable :

- Forfait de 15 % : appliqué aux dépenses directes de personnel pour calculer un montant forfaitaire de coûts indirects ;
- Forfait des 20% : ce taux forfaitaire n'est possible que pour les opérations inférieures à 500 000 € en coût total sur 12 mois. Ce forfait est interdit pour les opérations dont le projet se confond avec l'intégralité de l'activité de la structure pour la période considérée. Il est également interdit pour les missions locales, les permanences d'accueil d'information et d'orientation, les organismes paritaires collecteurs agréés et les opérations portées par l'AFPA.
- Forfait de 40% calculé sur la base des dépenses directes de personnel, il permet de couvrir l'ensemble des coûts restants directs et indirects à l'exception des dépenses liées aux participants (modification introduite le Règlement UE 2018/1046).

L'OI Conseil départemental du Cantal a fait le choix de rendre obligatoire l'utilisation de la forfaitisation pour tous les projets ayant des dépenses indirectes.

Les règles d'éligibilité des dépenses

Sont prises en compte les dépenses conformément à l'article 65 du règlement UE n°1303/2013 du 17 décembre 2013 et à l'article 13 du règlement UE n°1304/2013 du 17 décembre 2013 applicables aux Fonds structurels et d'investissement européens ainsi que les dispositions spécifiques nationales (Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ; Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ; Arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ; Arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020).

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux applicables) ;
- Elles doivent pouvoir être justifiées par des pièces probantes à l'exception des forfaits conformément à l'arrêté du 1er avril 2016 relatif à la forfaitisation des dépenses indirectes des opérations recevant une participation du Fonds social européen et de l'Initiative pour l'emploi des jeunes au titre des programmes opérationnels nationaux ou régionaux mobilisant des crédits FSE et IEJ.
- Une opération est retenue pour bénéficier du soutien des fonds européens si elle n'a pas été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme soit soumise par le

bénéficiaire à l'autorité de gestion (article 65 du Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes) ;

- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de l'aide conformément aux articles 65 et 67 du Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes ;
- Elles sont subordonnées au respect des règles d'éligibilité fixées par le règlement général, le règlement FSE, le règlement FEDER, le règlement FEADER lorsque des synergies inter fonds sont mises en œuvre.

Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles. Par ailleurs, dans un objectif de simplification de l'étape de contrôle de service fait (CSF), l'organisme intermédiaire Conseil départemental du Cantal retient les principes et critères qui seront appliqués au stade de l'instruction des dossiers.

Dépenses directes de personnel

- **Inéligibilité des fonctions « supports » au sein du poste de dépenses directes de personnel.** Les dépenses de personnel des employés affectés à des fonctions « supports » (secrétariat, comptabilité, direction) sont inéligibles au sein du poste de dépenses directes de personnel et doivent être qualifiés de dépenses indirectes. Ces dépenses sont alors prises en compte par l'usage des forfaits. Toutefois, les dépenses des salariés (secrétaire, comptable, directeur-trice) mobilisés sur la mise en œuvre opérationnelle de l'opération pour une partie de leur temps de travail sont éligibles sous réserve du respect de la condition ci-après.
- **Pour les salariés partiellement affectés à l'opération FSE, les taux d'affectation ne doivent pas être inférieurs à 20%.** Les salariés mobilisés partiellement sur l'opération FSE avec un taux d'affectation n'excédant pas 20% sont inéligibles au sein du poste de dépenses directes de fonctionnement et doivent être qualifiés de dépenses indirectes de fonctionnement, couvertes par la forfaitisation.

Dépenses directes de fonctionnement

Dès lors qu'une clé de répartition est appliquée sur une dépense, celle-ci ne peut être qualifiée de dépense directe de fonctionnement car elle n'est pas intégralement et directement imputable au projet FSE. Elle doit alors être qualifiée de dépense indirecte de fonctionnement. Les dépenses du poste « Dépenses directes de fonctionnement » doivent être imputables à 100% sur l'opération FSE car directement et intégralement liées à cette opération. Le poste « Dépenses directes de fonctionnement » doit comprendre uniquement les dépenses qui n'auraient pas été supportées par la structure sans l'opération FSE.

Les règles d'éligibilité temporelle

Le principe de l'éligibilité temporelle des dépenses est fixé selon les conditions prévues à l'article 65 du règlement UE n° 1303/2013 du 17 décembre 2013 et au décret fixant le cadre juridique national applicable aux Fonds structurels et d'investissement européens. Une dépense est éligible au FSE si elle a été effectivement payée entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2023. Sous réserve qu'un dossier de demande complet, conformément aux dispositions en vigueur, ait été reçu avant la fin de la période de réalisation de l'opération et dans le respect de la date butoir de dépôt des dossiers.

La période de réalisation des opérations

La période de réalisation des opérations doit être incluse entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2021.

Les contreparties publiques nationales

Le règlement (UE) n° 1303/2013 du 17 décembre 2013 spécifie notamment que les Fonds structurels et d'investissement apportent « un soutien en complément des interventions nationales, régionales et locales, à la réalisation de la stratégie de l'Union Européenne pour une croissance intelligente, durable et inclusive ainsi qu'à travers des missions spécifiques des Fonds ». La mobilisation du Fonds Social Européen s'opère en complément de contreparties publiques nationales. Il appartient par conséquent aux porteurs de projets de rechercher des contreparties publiques pour appeler des fonds européens.

Il est rappelé que si la programmation n'est pas conditionnée par la production des attestations de cofinancement (ou des lettres d'intention), ces pièces sont utiles au travail d'instruction et permettent de s'assurer de la capacité financière du porteur à mener le projet FSE à terme. En effet, les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables.

Dans tous les cas, le porteur est tenu de produire les attestations de versement des contreparties mobilisées en accompagnement du bilan final. A défaut, les ressources non certifiées s'imputent sur la part d'autofinancement de l'organisme

bénéficiaire et sont traitées comme telles dans le cadre du contrôle de service fait, selon les règles fixées en la matière dans le cadre du PON FSE Emploi-Inclusion 2014-2020.

L'articulation des fonds européens

Le cadre régional repose sur les principes de respect des règlements européens et de la réglementation nationale, de respect des critères nationaux, et des cadres nationaux sur l'éligibilité et la temporalité des projets, de la fixation de critères de sélection communs et des lignes de partage avec les programmes européens suivants :

- Le volet déconcentré en Auvergne du programme opérationnel national (PON) du Fonds social européen 2014-2020 pour l'emploi et l'inclusion en métropole ;
- Le volet déconcentré en Auvergne du programme opérationnel national pour la mise en œuvre de l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes en Métropole et Outre-mer ;
- Le programme opérationnel régional (POR) FEDER/FSE-IEJ Auvergne ;
- Le programme de développement rural FEADER Auvergne ;
- La convention de subvention globale du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac dont les lignes de partage ont été définies dans une annexe au PTI

Intensité et seuils d'intervention

La région Auvergne fait partie des régions européennes dont le PIB par habitant est compris entre 75% et 90% de la moyenne communautaire, à ce titre elle est considérée comme une région en transition. Ce statut de région en transition permet aux projets FSE situés sur son territoire et donc dans le Cantal de bénéficier d'un taux de cofinancement pouvant atteindre un maximum de 60% sur l'ensemble de la convention de subvention globale. Toutefois, l'appel à projets ne prévoit ni de taux maximum d'aide FSE, ni de planchers ou plafonds d'aide FSE, ni de planchers ou plafonds de coût total opération.

À la suite de la signature de l'acte attributif et à la réception de l'attestation d'engagement du début d'opération, le Département pourra procéder au versement d'une avance équivalent à 50% de la subvention programmée et conventionnée. Aucun acompte ne sera versé lors de la réalisation de l'opération. Le solde de la subvention FSE n'est versée qu'après envoi à la DRFiP Auvergne-Rhône-Alpes pour certification du rapport de contrôle de service fait établi par la Mission FSE après réception du bilan d'exécution de l'opération par le porteur de projet. Le bénéficiaire doit donc s'assurer de disposer d'une santé financière suffisante pour avancer les dépenses en conséquence.

La Mission FSE vérifiera lors de l'instruction de la demande de concours de la viabilité financière en analysant la structure des ressources et des dépenses et la solvabilité de la structure. Les résultats de l'analyse sur la viabilité financière et de la capacité d'avance de trésorerie du porteur de projet peuvent constituer un motif de refus de l'octroi de la subvention FSE.

DEPOT DES DEMANDES DE CONCOURS

Toutes les candidatures doivent être saisies OBLIGATOIREMENT sur le site internet: <https://ma-demarche-fse.fr/demat/> (entrée «accéder à la programmation 2014-2020»). Les pièces à joindre doivent être scannées et téléchargées sur la plateforme ma-démarche-fse. La demande de concours FSE doit avoir été saisie, validée et transmise avant la date butoir de réponse, soit le 3 juin 2020.

NB : vous recevrez automatiquement un courriel attestant le dépôt de votre demande sur la boîte mail renseignée comme porteur de projet maître en référence du dossier.

MODALITES DE SELECTION

Procédure de sélection

Les demandes seront examinées par la Mission FSE du Conseil départemental du Cantal pour vérifier la conformité aux procédures, formalités et délais fixés dans le présent appel à projets. **Les dossiers incomplets ne seront pas instruits.**

Après son dépôt, le service instructeur analyse la recevabilité de la demande qui porte en particulier sur la complétude et la conformité du dossier et des pièces à joindre. Seuls les dossiers recevables seront instruits.

Un comité de préprogrammation, rassemblant l'ensemble des partenaires de l'insertion (à l'exception des bénéficiaires potentiels) sera réuni à l'issue de cette phase pour compléter l'instruction et rendre un avis sur la base de critères d'appréciation communs à toutes les candidatures.

Enfin, le Département du Cantal présentera l'intégralité des demandes de concours reçues à la commission permanente du Conseil départemental, pour validation et décision de la programmation FSE.

L'opération est également inscrite à l'ordre du jour d'un Comité Régional de Programmation (CRP), chargé d'émettre un avis sur l'attribution du FSE.

Calendrier indicatif de programmation

Date butoir du dépôt des demandes de concours : 3 juin 2020

Phase de recevabilité : juin 2020

Phase d'instruction : juin-juillet 2020

Phase de consultation des partenaires : juillet 2020

Phase de programmation : juillet ou septembre 2020

Pour fluidifier l'instruction des demandes, l'attention des porteurs de projets est appelée sur la nécessité de déposer les dossiers le plus rapidement possible (selon les modalités fixées par l'application ma-démarche-fse), sans attendre les dates butoirs. Les délais de dépôt des demandes en ligne dans ma-démarche-fse doivent être respectés. Aucune demande de subvention n'est recevable après la date butoir de dépôt du 3 juin 2020.

INDICATEURS DE RESULTATS ET DE REALISATION

Le règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 contient des dispositions renforcées en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen. Les porteurs de projets devront obligatoirement renseigner les données relatives à chaque participant. Le module de suivi est intégré au système d'information ma-démarche-fse pour permettre la saisie des informations relatives aux participants directement dans le système d'information, dès leur entrée dans l'action. Les documents à renseigner sont téléchargeables sur le site <https://ma-demarche-fse.fr/demat/>, après vous être identifié et avoir créé votre demande de subvention, sélectionner l'onglet « Outils suivi participants »

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au FSE) sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être enregistrées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement. La qualité et la fiabilité des données renseignées par les porteurs de projets sont essentielles dans l'atteinte des valeurs cibles régionales pour le déclenchement de la réserve de performance. Une correction forfaitaire sur les dépenses totales retenues après contrôle du service fait sur le bilan final de l'opération sera effectuée en cas de non-renseignement des données obligatoires mentionnées dans la convention.

Pour les opérations d'appui aux structures, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

Ils sont au nombre de quatre :

Trois sont à renseigner au moment de la demande :

- nombre de projets mis en œuvre par des partenaires sociaux ou des ONG ;
- nombre de projets consacrés à la participation durable et à la progression des femmes dans l'emploi ;
- nombre de projets ciblés sur les administrations ou les services publics au niveau national, régional, ou local.

Un indicateur est à renseigner à la fin de l'opération (au moment du bilan) : nombre de micros, petites et moyennes entreprises (y compris de coopératives et d'entreprises de l'économie sociale) bénéficiant d'un soutien. Vous pouvez vous référer au « Guide de suivi des participants »

INFORMATION ET SENSIBILISATION DES PORTEURS DE PROJETS

L'octroi d'une aide FSE soumet les organismes bénéficiaires à un certain nombre d'obligations visant au respect de principes et règles de bonne gestion des aides publiques :

- Communiquer sur l'intervention du FSE est une obligation réglementaire (article 115-1303/2013) qui incombe également aux bénéficiaires du FSE. Cette obligation s'étend sur l'ensemble de la programmation et regroupe deux notions distinctes : une obligation d'information et une obligation de publicité. Pour la mise en œuvre efficiente et contrôlée des obligations d'information et de communication, l'organisme bénéficiaire doit s'appuyer sur les éléments disponibles sur le site www.fse.gouv.fr et sur la charte graphique téléchargeable sur ce même site.
- Il donne suite à toute demande du service gestionnaire aux fins d'obtenir les pièces ou informations relatives à l'opération nécessaires pour son instruction, sa programmation ou le calcul du montant de l'aide à verser. Sans réponse dans les délais fixés, le service gestionnaire peut procéder à la clôture du dossier et si nécessaire à la déprogrammation de tout ou partie de l'aide du FSE.
- Il s'engage à respecter les clauses de la convention attributive de la subvention et les conditions d'éligibilité qui y sont fixées, en particulier celles relatives aux dates d'exécution et de justification, et aux critères d'éligibilité des dépenses suivant leur nature.
- Il informe le service gestionnaire de l'aide du FSE de l'avancement de l'opération ou de son abandon ; il n'en modifie pas l'objet général, la nature ou le plan de financement global, sans l'accord du service gestionnaire qui jugera de l'opportunité d'une nouvelle décision de l'instance de programmation (avenant), au risque de ne pas percevoir tout ou partie de l'aide communautaire.
- Lorsqu'il réalise son opération, l'organisme bénéficiaire respecte le droit applicable : les règles de mise en concurrence pour tous les bénéficiaires (code de la commande publique...), la réglementation sur les aides d'Etat ; la protection de l'environnement, etc.
- Il formalise le temps d'activité du personnel rémunéré affecté à l'opération. Pour le personnel affecté à temps plein à l'opération, le contrat de travail ou la lettre de mission suffit. Pour le personnel affecté partiellement à l'opération, le temps d'activité doit être retracé selon la modalité suivante :
 - a. À partir de feuilles d'émargement et sur la base d'un état récapitulatif détaillé par jour, daté et signé par la personne rémunérée et son supérieur hiérarchique. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel.
 - b. Lorsque le pourcentage du temps de travail consacré à l'opération est fixe, des copies de fiches de poste, de lettre de mission ou de contrat de travail précisant les missions, la période d'affectation à la réalisation du projet et le pourcentage fixe de travail consacré à l'opération peuvent être acceptées pour la justification de la réalisation de la dépense sans obligation de mettre en place un système distinct d'enregistrement du temps de travail.
- L'organisme bénéficiaire accepte de se soumettre à tout contrôle administratif, technique ou financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par la Mission FSE du Conseil départemental du Cantal ou par toute autorité habilitée ; il présente aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la réalité, la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues et les ressources déclarées.
- En vue du paiement de l'aide du FSE, l'organisme bénéficiaire remet au service gestionnaire les bilans finaux d'exécution via la plateforme ma-démarche-fse, aux dates prévues par la convention et accompagnés de toutes les pièces justificatives requises.

- Il remet à la Mission FSE tous les éléments et pièces relatifs à l'opération, permettant d'attester la réalité et la conformité des dépenses, des ressources et des réalisations, ainsi que du respect de l'obligation d'information.
- Il fournit les preuves de réalisation : fiches de présence émargées signées par le participant et contresignées par le responsable de l'action (voie informatique), fiches de suivi du temps de travail des participants, DADS, attestations ASP, bilans de l'action, etc...
- Seules les dépenses effectivement encourues par l'organisme bénéficiaire, c'est-à-dire correspondant à des dépenses exécutées et acquittées, justifiées par des pièces probantes (factures, bulletins de salaire, fiches de frais, ...) sont retenues. Elles doivent être éligibles par nature conformément aux règles énoncées ;
- Le caractère acquitté de la dépense résulte de la production d'une preuve du décaissement par présentation soit :
 - D'une facture ou copie de facture attestée acquittée par le fournisseur
 - D'un relevé bancaire permettant de rattacher explicitement le montant de la dépense à un mouvement bancaire
 - Des copies des attestations des organismes en charge de la collecte des charges sociales afférentes aux rémunérations
 - Des copies des bulletins de paie pour les dépenses de personnel
 - D'une attestation du comptable public (pour les organismes publics) ou du commissaire aux comptes (pour les organismes privés) dans le cadre d'une procédure spécifique et non dans sa mission générale de certification des comptes
- Il tient une « comptabilité séparée » des dépenses et des ressources liées à l'opération : il est ainsi en capacité d'isoler au sein de sa comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération, a minima par enlèvement des pièces justificatives correspondantes accompagnées de la liste détaillée des dépenses et des ressources, et d'une note explicitant les calculs permettant le passage de la comptabilité générale de l'organisme au budget réalisé de l'opération (« clés de répartition »).
- Il conserve les pièces justificatives jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit trois ans après la clôture annuelle correspondant à l'année d'exécution de l'opération, soit, à titre prévisionnel jusqu'à fin 2023. Attention : pour les opérations relevant du régime d'aides d'Etat des SIEG, les obligations d'archivage sont de dix ans.

CONTACTS

Pour toutes informations complémentaires sur cet appel à projet,
merci de bien vouloir contacter la Mission FSE :
par courriel à : fse-inclusion@cantal.fr
par téléphone au : 04.71.49.33.82.
ou par courrier à : Mission FSE - Conseil départemental du Cantal
Hôtel de Département, 28, avenue Gambetta
15 015 AURILLAC Cedex

Remarque : Tous les éléments de cadrage de la DGEFP portant sur la mise en œuvre du PO national Emploi-Inclusion seront disponibles sur le site www.fse.gouv.fr. Les guides d'utilisation des outils www.ma-demarche-fse.fr sont également mis à disposition des porteurs de projet sur le site www.ma-demarche-fse.fr. Par ailleurs, l'organisme intermédiaire Conseil départemental du Cantal mettra à la disposition des porteurs de projets, tout document type utile à la gestion de leur projet. Vous pouvez également consulter la page dédiée au FSE sur le site du Conseil départemental du Cantal : <http://www.cantal.fr/fonds-social-europeen/>